

CHRONIQUE

Le drame silencieux des enfants maltraités

■ Au pays de l'affaire Dutroux, la parole de l'enfant et celle du pédopsychiatre ne sont pas respectées comme il faudrait.

Jérôme Cauchies

Pédopsychiatre

Voyage en enfance

La maltraitance des enfants est un sujet qui dégage en apparence une belle unanimité. Tout le monde considère que c'est un fléau contre lequel tout doit être mis en œuvre pour l'éradiquer. Mais arrivons-nous à clairement définir ce que nous entendons par maltraitance? Où est la frontière entre le tolérable et l'intolérable? Entre la petite claque sur les fesses à un enfant de 3 ans qui refuse d'obéir et des blessures qui vont entraîner la mort. Entre le permis et le non-permis. Je dirais même entre le dicible et l'indicible. C'est bien parce qu'elle est taboue que la maltraitance à l'encontre des enfants est entourée d'un halo de silence. Comment avouer qu'on a pété les plombs contre son enfant? Comment la société peut-elle reconnaître qu'elle n'a pas pu protéger les plus fragiles d'entre nous? Il est plus facile de mettre la poussière sous le tapis que de balayer devant sa porte.

La parole de l'enfant fait peur car elle désacralise souvent le monde dans lequel nous vivons et nos croyances les plus rassurantes. Comment pouvons-nous admettre et même commencer à penser une vérité quand cette vérité nous fait comprendre qu'un père a abusé de son enfant pendant des années sans que personne n'ait rien

perçu? Il est alors parfois plus facile de rejeter une vérité quand elle met à mal les représentations familiales ou sociales les plus enfouies en nous.

L'enfance souffre de ne pas toujours être reconnue comme une période de la vie qui doit impliquer les plus élémentaires principes de précaution. Quand un enfant se plaint de recevoir des coups ou de subir une maltraitance sexuelle par l'un de ses parents le système a trop souvent tendance à n'y voir qu'une aliénation parentale vis-à-vis du parent non maltraitant. Au pays de l'affaire Dutroux la parole de l'enfant, tout comme celle du pédopsychiatre d'ailleurs, n'est pas toujours respectée comme elle devrait l'être.

Trop souvent le doute ne bénéficiera pas à l'enfant mais plus à l'adulte suspecté de maltraitance. On peut s'interroger sur les expertises judiciaires réalisées dans le cadre de faits de maltraitances d'enfants. En effet, le temps judiciaire n'est pas toujours adapté à l'enfant qui a besoin de temps et de mise en confiance pour se confier sur ce qu'il a pu vivre de traumatisant. Imaginer qu'un enfant abusé par un parent va pouvoir facilement s'exprimer devant un adulte, aussi compétent soit-il, au bout d'une ou deux séances est une illusion. On aura alors vite fait de classer l'affaire sans suite.

Quant à nous, pédopsychiatres, qui connaissons l'enfant parfois depuis plusieurs mois, voire années, notre avis est

rarement pris en considération. Pour ce qui est du service d'aide à la jeunesse (SAJ), comment se fait-il que ce soient des assistants sociaux qui connaissent à peine l'enfant et la famille et qui n'ont pas les bases d'analyse nécessaires du fonctionnement psychique d'un enfant et de ses parents qui prennent des décisions parfois très lourdes sans prendre aucunement en compte les objections du pédopsychiatre qui connaît l'enfant depuis des mois? Que dirions-nous si le traitement d'une personne souffrant de diabète était élaboré par l'aide-soignant et que l'avis du médecin était jugé comme inutile et inadéquat. Les enfants n'ont-ils pas droit d'être traités avec plus de respect? Le psychisme des enfants est-il considéré sans intérêt? Est-il normal par exemple que le SAJ décide d'isoler un enfant de sa mère dans une institution à la suite de faits de maltraitances sexuelles du père quand le pédopsychiatre explique clairement que cela va provoquer des dégâts psychiques chez l'enfant, ce qui d'ailleurs se confirmera par la suite?

J'ose affirmer que tout n'est pas fait pour éviter des drames parfois silencieux chez les enfants. Il serait urgent de repenser le système qui est censé aider les enfants et poser une question lancinante à nos politiques. Voudriez-vous que vos propres enfants soient traités comme ça? Les enfants ont droit au meilleur et pas à la médiocrité d'un système qui a depuis longtemps montré ses limites.